

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 28/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AMCOR Speciality Cartons France SAS**

2 rue des Violettes  
ZI  
68190 UNGERSHEIM

Références : 0446\_2022-09-23\_Amcor-VIIC-2022-PPC  
Code AIOT : 0006700446

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2022 dans l'établissement AMCOR Speciality Cartons France SAS implanté 2 rue des Violettes ZI 68190 UNGERSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre de la programmation du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR Speciality Cartons France SAS
- 2 rue des Violettes ZI 68190 UNGERSHEIM
- Code AIOT : 0006700446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société AMCOR SPECIALTY CARTONS FRANCE SAS fait de l'impression d'emballage par héliogravure. Les matières premières de l'usine sont le carton, les encres, les solvants, les vernis et les laques. Le processus de fabrication permet d'obtenir comme produits finis, des emballages cartonnés.

L'installation est une imprimerie industrielle soumise à autorisation et soumise à la directive IED (3670).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- La défense incendie et la gestion des eaux d'incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 91	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 93	/	Sans objet
3	Local préparation encre	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le débit du poteau incendie (n°34) au sud du site ne fournit pas le débit prescrit. L'exploitant doit se mettre en conformité et préciser quelles mesures immédiates il met en place pour compenser ce manque de débit.

L'exploitant devra transmettre :

- \* une réévaluation de ses besoins en eau d'extinction d'incendie et la justification que les moyens dont il dispose sont en adéquation avec les moyens nécessaires ;
- \* concernant le poteau incendie (PI 34) situé sur le domaine public, le justificatif qu'il s'est rapproché de la mairie afin de mettre le poteau incendie en conformité par rapport au débit requis et, le cas échéant, préciser les moyens qu'il met en œuvre pour compenser cette insuffisance de débit ;
- \* le plan coté à jour des zones de confinement des eaux incendie ;
- \* le justificatif de conformité de son « local de préparation des encres » tel que cela est détaillé dans la fiche de constat n°3.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 91
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressources en eau incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de : – un réseau d'extinction automatique par sprinklage , [...]

– 1 poteaux incendie interne implanté sur le parking P1. Ce dispositif est complété par 2 poteaux du réseau communal implantés rue des violettes et au Sud du bâtiment, les poteaux [...] assurent chacun un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures sous 1 pression minimale de 1 bar.

**Constats :** Le site possède un réseau d'extinction automatique par sprinklage. La présence de ce réseau a été visuellement constatée par l'inspection des installations classées dans le local où se situe la mélangeuse et dans le local de stockage d'encres accolé (cf. Constat n°3).

La présence de 2 poteaux d'incendie (PI) a été constatée:

- à l'entrée du parking P1 (PI 35) ;
- au sud du site, en bordure de l'Innerfeldbach (PI 34).

L'inspection n'a pas vérifié la présence du 3<sup>e</sup> poteau (PI 36) implantés rue des violettes.

S'agissant des débits, l'exploitant a fourni un rapport de vérification des PI 34 et 35, établi par la société CARON SECURITE (21/10/21). Celui-ci met en évidence que le débit minimum n'est pas atteint au niveau du PI 34 (46 m<sup>3</sup>/h) (note : le PI 35 fournit 155 m<sup>3</sup>/h selon l'essai réalisé à la même date).

**Le débit du PI 34 n'est donc pas conforme.**

Pour le débit du poteau (PI 36), l'exploitant a présenté un avis SDIS (non daté et non signé) émis dans le cadre de la procédure d'autorisation de 2011. Des essais des poteaux y figurent. Le PI n°36 implanté à l'angle de la rue des violettes et de la rue d'Ensisheim fournissait un débit de 145 m<sup>3</sup>/h (essai datant du 11 octobre 2011). Toutefois, au vu de la date de ces essais, ce document ne permet pas de justifier du débit actuellement disponible au niveau du poteau PI 36.

**Observations :**

Concernant le débit du PI 34, situé sur le domaine public, l'exploitant a précisé verbalement que cette situation avait été signalée à la mairie, sans résultat. L'exploitant justifiera, **dans un délai de 3 mois**, de cette information faite à la commune par la production d'une copie de courrier ou des échanges avec la commune.

**Dans ce même délai**, l'exploitant réalisera (ou demandera à la commune de faire réaliser) la vérification du débit du poteau 36 et communiquera le résultat à l'inspection des installations classées. Une mesure des débits en simultanée devra être réalisée.

Dans l'attente de la régularisation des débits requis sur les poteaux incendie, l'exploitant transmettra au préfet et à l'inspection des installations classées, **sous une semaine**, les dispositions mises en place pour assurer ses besoins en eau en cas d'incendie.

Le cas échéant, **dans un délai de 3 mois**, l'exploitant proposera une alternative argumentée (en se basant sur la démarche d'analyse des risques associée à une évaluation des besoins en eau) aux prescriptions de son arrêté préfectoral et demandera leur modification, accompagnée de l'avis du SIS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure – respect de prescription

**Proposition de délai :** 3 mois

**N° 2 : confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 93

**Thème(s) :** Risques accidentels, confinement des eaux incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose de trois zones de confinement des eaux d'extinction :  
- fosse bétonnée sous hall 60 - 198 m<sup>3</sup>

<p>- aire extérieure chargement / déchargement - 85m3  - parking Ouest - 1 139m3  Total 1422m3</p> <p>Ces zones seront maintenues en état, notamment l'imperméabilité des surfaces. L'exploitant veillera à maintenir en permanence une capacité de rétention minimale disponible de 1200 m3.</p> <p><b>Constats :</b> Ces zones de confinement sont isolées du réseau par des obturateurs de réseau. La présence des commandes de ces obturateurs a été visuellement constatée par l'Inspection des Installations Classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 au niveau du parking ouest,</li> <li>- 1 au niveau du parking P5 (quai de chargement camion).</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de maintenance annuelle (SERV'EAU - 12/10/2021) de ces obturateurs de réseau ainsi que de leurs armoires de commande. Aucun dysfonctionnement n'a été identifié lors de ce contrôle.</p> <p>S'agissant des volumes de rétention, l'exploitant a fourni une étude Socotec de décembre 2009. En réalité, cette dernière est l'étude sur laquelle s'est basée la prescription des volumes de l'article 93 de l'AP du 10/05/2012. L'inspection des installations classées a constaté visuellement l'existence des zones de rétention aux emplacements indiqués dans l'étude de 2009 sans toutefois pouvoir attester de leur dimension en l'absence de plan coté de ces rétentions.</p> <p><b>Observations :</b>  <b>Dans un délai de 3 mois</b>, l'exploitant justifiera du respect de cette prescription en fournissant un plan à jour des zones de rétention. Il y fera figurer les cotes relevées dans l'étude de 2009, démontrant ainsi que ces zones n'ont pas été modifiées depuis 2009 ou un plan de ces zones disposant de nouveaux relevés topographiques.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
--

### N° 3 : Local préparation encre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local préparation d'encres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Local de préparation des encres</p> <p>Ce local est pourvu d'une toiture soufflable en cas d'explosion pour limiter les surpressions internes;  (...)</p> <p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le "local de préparation des encres" est constitué à la fois d'un local dans lequel est situé la machine de mélange des encres et d'un local de stockage d'encres accolé. Ces locaux sont identifiés Halles 11-01 pour le stock encre et 11-02 pour le local mélangeur dans l'étude de dangers du 14/12/2010.</p> <p>Le local 11-02 (mélangeuse) ne dispose pas d'une toiture soufflable mais son plafond est constitué d'une dalle en béton. Le local de stockage des encres 11-01 est quant à lui visiblement équipé d'une toiture en structure légère.</p> <p>En l'absence d'analyse sur le risque d'explosion et de documents techniques sur les éléments de structures de ces locaux constituant "le local de préparation des encres", l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de vérifier la conformité de ce local aux prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé.</p>

<b>Observations :</b> <b><u>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant :</u></b> * démontrera (en communiquant tous les éléments techniques nécessaires tels que : constitution et résistance des éléments de structure, pression de déclenchement adapté au besoin, etc.) le caractère soufflable de la toiture du local de préparation des encres, dont notamment la structure du toit de la zone de stockage 11-01 ; *s'assurera que ces caractéristiques correspondent aux risques présents dans ce local en s'appuyant sur une évaluation des risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet